



éditorial

Il y a quatre ans, en avril 2000, le Royaume-Uni a convié un atelier à Cantorbéry afin de commencer à réviser le texte des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. L'objectif était d'améliorer la séquence logique des différentes parties du document et de rendre ces *Orientations* plus faciles à utiliser par tous ceux qui travaillent à conserver les biens du patrimoine mondial.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous informer que les *Orientations* révisées ont maintenant été soumises à la Présidente de la 27^e session du Comité du patrimoine mondial pour approbation. Je souhaite que cette nouvelle version facilite la compréhension et l'application de la Convention du patrimoine mondial, qu'elle constitue aussi les fondements de normes de haut niveau pour l'identification, la proposition d'inscription, la protection effective et le suivi des biens du patrimoine mondial à travers le monde.

Le processus de révision de ces *Orientations* a donné lieu à une étude juridique et de politique générale sur les procédures d'inclusion de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril et leur éventuel retrait de cette Liste. Cela a abouti en mars 2003 à la décision de la 6^e session extraordinaire du Comité de maintenir les dispositions en vigueur sur le classement de biens sur la Liste en péril et leur éventuel retrait, en insistant particulièrement sur la consultation avec les Etats parties.

Ces dernières années, la révision des *Orientations* a impliqué nombre de consultations par écrit organisées avec les Etats parties à la Convention du patrimoine mondial, plusieurs réunions de groupes de rédaction et une étroite collaboration avec les organisations consultatives – l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UICN. Je voudrais remercier ici tous ceux qui ont activement participé à cette période intensive de discussion et de rédaction.

Après l'élaboration de ces nouvelles *Orientations*, le Centre du patrimoine mondial prépare maintenant la 28^e session du Comité du patrimoine mondial prévue à Suzhou, Chine, du 28 juin au 7 juillet 2004 (voir à <http://whc.unesco.org/suzhou>).

Première étape de cette importante session du Comité, le Centre du patrimoine mondial a récemment organisé une réunion d'information pour tous les Etats parties à la Convention. Le Président du Comité, M. Zhang Xinsheng (Chine), la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO et les autorités de Suzhou y ont présenté des communications qui sont disponibles sur le site Web suivant : http://whc.unesco.org/archive/infomtq_110304.pps

J'espère vous retrouver nombreux à la session du Comité à Suzhou dans quelques mois.

Francesco Bandarin, Directeur du Centre du patrimoine mondial

sommaire

Les problèmes sociaux et écologiques auxquels doivent faire face les sociétés contemporaines, qui se sont construites la majeure partie du temps sans tenir compte de la viabilité de l'environnement, placent l'humanité devant un ultimatum vital : apprendre à poursuivre son développement tout en préservant son environnement.

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, à l'ouverture du Colloque sur l'éducation à l'environnement vers un développement durable, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris, 14 avril 2004.

1 **Editorial - Francesco Bandarin**
Directeur du Centre du patrimoine mondial

2 **Salon international du tourisme (ITB 2004)**
Deux nouveaux projets de conservation
Déclaration de Natchitoches sur les paysages du patrimoine

3 **Patrimoine moderne de l'Afrique**
La Banque mondiale et le patrimoine mondial

Patrimoine mondial en péril

4 **Pour en savoir plus**
Qui fait quoi ?
Calendrier

Salon international du tourisme (ITB 2004)

Pour la première fois, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a tenu un stand au Salon international du tourisme (ITB 2004) à Berlin, Allemagne, du 12 au 15 mars. Outre le Centre, trois gestionnaires de sites du Guatemala et du Mexique étaient sur place pour promouvoir leurs sites auprès des organisateurs de voyages et des touristes potentiels. Les autres partenaires présents étaient Accor, Auctionair, EF Educational Tours, Earthwatch, Ecotourism Australia, l'Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration, Grand Circle Foundation, GTZ, Jet Tours, LTU Touristik GmbH, la Maison de la Chine et de l'Orient, Organización Mundo Maya, RARE, Rezidor SAS, The Nature Conservancy, le PNUÉ et la Fondation des Nations Unies (FNU).

Le stand du Centre du patrimoine mondial visait à transmettre le message de conservation du patrimoine au grand public et aux professionnels du tourisme. Il a montré l'intérêt des partenariats entre le Centre du patrimoine mondial et les industries du tourisme en présentant les apports de chacun et en cherchant à renforcer les relations avec les partenaires actuels.

Le stand a servi de vitrine au programme de tourisme durable du Centre du patrimoine mondial, ainsi qu'au projet touristique de la FNU et aux produits locaux qu'il a développés.

Une série d'exposés avait pour but d'informer sur le patrimoine mondial et de montrer quelle valeur ajoutée pouvait représenter le travail avec le patrimoine mondial. Les 14 exposés devant un public de quelque 250 personnes ont abordé des sujets tels que « Les sites du patrimoine mondial et le tourisme durable », « Le patrimoine mondial et les communautés locales », « La valeur ajoutée du patrimoine mondial », « Le patrimoine mondial en voyage organisé : un nouveau marché ? » ou « Comment contribuer à préserver les sites du

patrimoine mondial ? ». Ces exposés étaient ouverts au public (notamment aux chercheurs, étudiants et journalistes) pendant les trois premiers jours, puis réservés aux professionnels du tourisme (en particulier de l'écotourisme et du tourisme culturel) les deux derniers jours.

De nombreux visiteurs ont jugé le stand de 113 m² l'un des plus élégants, illustrant parfaitement l'image de l'UNESCO et du patrimoine mondial en leur donnant une grande visibilité. L'exposition comportait dix superbes photos montrant la beauté et la diversité des sites du patrimoine mondial, des ordinateurs interactifs et deux écrans à plasma présentant des films du Tokyo Broadcasting System (Japon) et de Südwest Rundfunk (Allemagne).

Le stand du Centre du patrimoine mondial à l'ITB a été une tribune permettant de montrer les activités des partenaires de la conservation du patrimoine mondial, d'établir de nouveaux partenariats et de renforcer les réseaux existants. Ce Salon a aussi permis au Centre d'étudier les tendances du marché pour concevoir des solutions de partenariats innovantes et attirantes tout en répondant aux besoins de conservation du patrimoine mondial.

Les organisateurs de voyages ont été particulièrement intéressés d'apprendre comment devenir partenaires de l'UNESCO. Les partenariats actuels ont aussi suscité beaucoup d'intérêt. Des visiteurs ont également indiqué qu'ils souhaitaient disposer de produits dérivés tels que DVD, CD-ROM et autres produits promotionnels qu'ils pourraient adapter à leurs besoins.

Stand du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO à ITB Berlin

© M. Richon



Le succès de la manifestation de 2004 devrait être confirmé par la volonté des partenaires actuels et nouveaux de rejoindre le Centre du patrimoine mondial sur le stand l'année prochaine.

Toutes les informations sur les exposés, les photos et les activités réalisées sur le stand du Centre du patrimoine mondial à l'ITB figurent sur <http://whc.unesco.org/events/itb/index.htm>

Déclaration de Natchitoches sur les paysages du patrimoine

Le 7^e colloque du Comité américain de l'ICOMOS (US/ICOMOS) sur *Ce que nous apprend le patrimoine mondial : les enseignements de la préservation et de la gestion des paysages culturels et écologiques d'importance mondiale* s'est tenu à Natchitoches, Louisiane, États-Unis, du 25 au 27 mars. Il a réuni 123 délégués venus de tous les États-Unis, de douze pays et représentant plusieurs disciplines pour échanger, apprendre et travailler sur l'interface nature-culture dans le paysage.



La plantation d'Oakwood visitée pendant le colloque US/ICOMOS en Louisiane, EU

© N. Mitchell

À partir du travail mené ces dernières années sur les paysages culturels et naturels, et de l'inscription de 36 paysages culturels sur la Liste du patrimoine mondial entre 1993 et 2003, les communications et discussions complexes ont étudié, lors de ce colloque, une vaste gamme de questions portant sur la préservation et la conservation des paysages.

La *Déclaration de Natchitoches sur les paysages du patrimoine* a été ratifiée par l'assemblée et adressée aux autorités nationales et locales ainsi qu'aux institutions et organisations internationales, notamment à l'ICOMOS, l'UICN et l'ICCROM. Selon cette importante déclaration « Il y a convergence des valeurs naturelles et culturelles dans le paysage et une reconnaissance grandissante du fait que la séparation traditionnelle entre la nature et la culture est une entrave à la protection et n'est plus tenable. Une meilleure protection du paysage est nécessaire aux niveaux local, national et mondial pour transmettre ces paysages du patrimoine universellement précieux aux générations futures. »

Un CD contenant les communications présentées et la *Déclaration de Natchitoches* est disponible auprès d'US/ICOMOS. La *Déclaration* est également consultable à <http://www.icomos.org/usicomos/>

Deux nouveaux projets de conservation



Requins marteaux dans le Pacifique tropical Est

En avril, un projet biennal d'un montant de 780 000 dollars EU, intitulé « Action de conservation dans l'environnement côtier du Yucatan sur le site du patrimoine mondial de Sian Ka'an » a été approuvé par l'UNFIP. Le financement est assuré par la Fondation des Nations Unies, The Nature Conservancy et la société Gillette.

Ce projet va faire la synthèse des progrès réalisés en conservation dans la Réserve de biosphère de Sian Ka'an, site du patrimoine mondial au sud de Cancun, sur la côte caraïbe mexicaine. Le site subit une énorme pression du développement, avec plus de deux millions de visiteurs sur la côte l'année dernière.

Le projet concerne les 1 500 hectares de terrain privé dans le périmètre du site du patrimoine mondial. L'Etat partie a adopté en 2002 un ensemble d'orientations claires sur l'environnement concernant ces terres, première étape d'une réglementation en matière d'environnement. Les activités du projet devraient notamment aider à la mise en application d'une réglementation récemment approuvée sur l'aménagement des zones côtières.

Le projet prévoit l'acquisition d'une étendue de terrain privé à des fins de conservation et compte aussi promouvoir les meilleures pratiques de gestion des ordures ménagères. Les activités de suivi seront développées, ainsi que le soutien au processus de planification de l'action de protection du Récif mésoaméricain.

Ce projet de conservation va être essentiellement mis en œuvre par Amigos de Sian Ka'an, ONG bien établie et étroitement associée à ce site du patrimoine mondial.

C'est en février qu'a été signé le projet « Promotion de la conservation marine par le patrimoine mondial dans le Pacifique tropical Est », d'un montant de 3,135 millions de dollars EU sur trois ans. Il bénéficie d'un financement du Global Conservation Fund (dotation de la Gordon and Betty Moore Foundation) et de la Fondation des Nations Unies.

C'est le premier projet de partenariat tripartite entre Conservation International, la Fondation des Nations Unies et le Centre du patrimoine mondial.

Le principal objectif du projet est de créer un corridor marin de conservation et de développement durable reliant des zones marines protégées dans le Pacifique tropical Est, à l'intérieur des zones économiques exclusives de Colombie, Costa Rica, Equateur et Panama.

Le projet vise à renforcer les efforts de conservation dans les aires protégées marines au niveau des sites en travaillant avec les agences nationales et les ONG concernées à l'établissement de programmes de travail adaptés aux sites.

Le projet prévoit aussi de participer à la création d'un cadre coopératif régional permettant de coordonner les efforts de conservation marine des quatre pays participants. Il compte étudier tous les accords internationaux et régionaux concernant la conservation marine et faire une synthèse de tous les éléments pertinents de ces accords pour les rendre plus accessibles aux directeurs de sites, aux représentants du gouvernement et aux ONG travaillant à la conservation marine.

Enfin, le projet va soutenir les efforts des Etats parties pour proposer l'inscription de sites marins sur la Liste du patrimoine mondial. La région possède déjà deux sites marins : les Iles Galápagos en Equateur et l'Île Cocos au Costa Rica. Les sites de Coiba au Panama et de Malpelo en Colombie sont proposés pour inscription.

Patrimoine moderne de l'Afrique

La Troisième Réunion régionale sur le patrimoine moderne s'est tenue dans la ville moderniste d'Asmara en Érythrée du 4 au 7 mars. Elle était organisée conjointement par le Centre du patrimoine mondial, le gouvernement érythréen et Africa 2009 (ICCROM, UNESCO-Centre du patrimoine mondial, CraTerre-EAG, et institutions chargées du patrimoine culturel africain). Elle a été réalisée en partenariat avec l'ICOMOS, DOCOMOMO International (Groupe de travail pour la documentation et la conservation d'édifices, sites et ensembles urbains du Mouvement moderne), le mAAN (modern Asian Architecture Network) et le Bureau du patrimoine national suédois, avec l'appui financier du gouvernement néerlandais. Elle a rassemblé vingt experts en conservation du patrimoine, spécialistes du patrimoine moderne africain et du patrimoine moderne en général.

La réunion a été officiellement ouverte par S. Exc. M. Osman Saleh, Ministre de l'Éducation et Président de la Commission nationale érythréenne pour l'UNESCO, qui a ensuite donné la parole à S. Exc. M. Semere Russom, Lord Maire d'Asmara et à Ron van Oers, représentant du Centre du patrimoine mondial.

Des représentants de plusieurs pays africains ont ensuite présenté des études sur le patrimoine moderne de leur pays, traitant notamment de villes modernistes, y compris de villes-jardins paysagères, de programmes d'urbanisme, d'ensembles incluant un patrimoine bâti des XVIII^e, XIX^e et

XX^e siècles, et d'édifices isolés. Certains des cas étudiés étaient déjà engagés dans le processus d'établissement d'une liste indicative ou d'un dossier de proposition d'inscription ; d'autres ont plutôt insisté sur les aspects de la perception du patrimoine moderne dans un contexte africain.

Certains sujets ont éveillé beaucoup d'intérêt, notamment le fait de savoir si le patrimoine moderne se limite uniquement au patrimoine colonial ou s'il inclut aussi le patrimoine vernaculaire. Les participants ont tenté de définir la période concernée par le patrimoine africain moderne et dans quelle mesure l'histoire et l'identité sont associées au patrimoine moderne sur ce continent.

L'assemblée a étudié dans quelle mesure il fallait impliquer les communautés locales pour décider si leur patrimoine peut être considéré comme moderne, concluant qu'il est extrêmement important en Afrique que la communauté considère le patrimoine comme le sien.

Les participants ont aussi réfléchi sur l'importance des savoir-faire, de la continuité et du développement des modes de conception dans un contexte local pour que la communauté accepte le patrimoine moderne.

Les divers représentants ont estimé que le patrimoine moderne africain est l'environnement façonné par l'homme depuis environ deux siècles, avec ses associations historiques et immatérielles. Ils ont aussi jugé que, compte tenu des différentes expériences du passé, il incombait aux États africains – et notamment aux communautés africaines – d'établir comment ils souhaitaient définir le patrimoine moderne dans la spécificité de leur propre cadre.

L'assemblée a demandé à Africa 2009 d'engager activement les pays à demander de l'assistance pour la révision de leur législation ou l'établissement d'une législation sur le patrimoine. Elle a aussi encouragé les États parties à dresser des inventaires à l'échelle des pays et à rédiger des listes des biens patrimoniaux nationaux à inclure sur les listes indicatives. Il a été demandé aux gouvernements de sensibiliser davantage les communautés locales et de les consulter pour la gestion du patrimoine en général, et moderne en particulier. Les responsables du patrimoine ont été incités à créer des partenariats public-privé pour la conservation de cet héritage.

Les représentants ont suggéré de créer un réseau de spécialistes africains du patrimoine moderne. Ils ont aussi souhaité la tenue d'une réunion complémentaire pour tirer profit des débats de l'atelier et formuler des stratégies pour le patrimoine moderne d'Afrique.



Angkor, Cambodge

© B. Bruguier/UNESCO

Patrimoine mondial en péril

Angkor (Cambodge)

Angkor est l'un des principaux sites archéologiques d'Asie du Sud-Est. S'étendant sur quelque 400 km² couverts en partie par la forêt, le Parc archéologique d'Angkor abrite les admirables vestiges des différentes capitales de l'Empire khmer du IX^e au XV^e siècle, dont le célèbre temple d'Angkor Vat et le temple du Bayon à Angkor Thom, orné d'innombrables sculptures.

Le site d'Angkor a été inscrit simultanément sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril en 1992 en raison des sérieuses menaces dues aux troubles civils prolongés (notamment l'abandon du site pendant et après les bouleversements politiques, l'agitation militaire et le pillage des sculptures). Angkor est maintenant bien géré grâce à l'Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor (APSARA), en place depuis 1995. Le site n'est plus pillé mais les environs et d'autres temples angkoriens situés dans des zones reculées restent cependant constamment menacés. En attendant, la pression touristique s'accroît : le nombre de touristes a augmenté de 29 % entre 2001 et 2002 et représente près de 270 000 visiteurs par an.

Les monuments d'Angkor sont dans des états divers de conservation. Depuis 1992, plus de quinze grands projets de conservation et de restauration ont été menés sur le site mais, compte tenu de l'étendue du bien, il reste beaucoup de monuments à préserver.

Angkor a reçu une aide du Fonds du patrimoine mondial pour de l'assistance préparatoire et de la coopération technique. Plusieurs projets de restauration ont été financés par des partenaires internationaux, notamment les fonds-en-dépôt japonais, français et italien auprès de l'UNESCO et le groupe hôtelier français Accor. Aujourd'hui, l'ensemble des efforts internationaux de sauvegarde d'Angkor fait de ce site le plus grand atelier de conservation du monde avec près de 600 personnes travaillant pour diverses organisations internationales engagées dans des activités de conservation sur place.

A sa 27^e session à Paris en juin 2003, le Comité du patrimoine mondial a étudié l'état de conservation d'Angkor, site du patrimoine mondial en péril. Le Comité a recommandé que les autorités cambodgiennes renforcent la coopération entre l'APSARA, la région de Siem Reap et les autorités provinciales pour améliorer les mesures préventives contre le pillage et le vol sur place ; il a également demandé qu'elles fournissent un rapport sur l'état de conservation du bien, pour étude à la 28^e session du Comité du patrimoine mondial en 2004.



Participants à la réunion sur le patrimoine moderne en Afrique

La Banque mondiale et le patrimoine mondial

Une équipe du Centre du patrimoine mondial a rencontré des responsables de la Banque mondiale à Washington les 17 et 18 mars pour discuter de la collaboration en matière de patrimoine culturel et naturel dans différentes régions. L'équipe du Centre a également eu des entretiens avec la National Geographic Society et la Banque interaméricaine de développement.

Cette série de réunions était coordonnée par Vitor Serra, Secrétaire du Groupe du patrimoine culturel de la Banque mondiale. C'était la troisième fois depuis 2001 que des responsables du Centre du patrimoine mondial et de la Banque mondiale se retrouvaient pour discuter de coopération en matière de culture et de développement. Les deux premières rencontres avaient permis d'étudier et d'engager plusieurs activités communes. Cette fois, les entretiens ont porté sur l'évaluation de la coopération en cours dans le domaine de la culture et du développement.

Une réunion de lancement avec Ian Johnson, vice-Président de la Banque mondiale chargé de l'environnement et du développement durable, a évoqué la collaboration actuelle en matière de patrimoine culturel et naturel. Elle a permis d'établir un plan pour améliorer la conservation des sites du patrimoine mondial dans le cadre du programme et des projets de la Banque mondiale.

Des entretiens ont suivi avec les responsables régionaux de la Banque mondiale chargés de l'Asie du Sud et du Sud-Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Amérique latine et de l'Afrique. Les représentants de la Banque mondiale et du Centre du patrimoine mondial ont conclu à une avancée très positive de la coopération concernant les projets et initiatives l'année passée.

Lors d'une réunion finale, l'équipe du Centre a pu rencontrer Maryvonne Plessis-Fraissard, Directrice de la Division des transports urbains et de l'infrastructure, ainsi que Mark Hillebrand, chargé du programme Alliance pour l'avenir des villes. Il a été convenu de coopérer dans plusieurs domaines et notamment au Maroc, Liban, Tunisie, Iran, Chine et Pérou pour le patrimoine culturel et à la R.D. du Congo, au Myanmar, à la R.P.D. lao et au Viet Nam pour le patrimoine naturel. Plusieurs activités communes de formation et d'ateliers ont aussi été prévues ainsi qu'une coopération dans la mise en œuvre de la politique de sauvegarde du patrimoine culturel menée par la Banque.

Il a aussi été question de sensibilisation au patrimoine au sein de la Banque, avec l'appui de l'UNESCO. La Banque mondiale s'est montrée prête à coopérer avec l'UNESCO à l'établissement de directives précises pour préparer et exécuter des projets, et favorable à des échanges de personnel entre les deux organisations. La possibilité d'une activité conjointe avec le Programme Alliance pour l'avenir des villes, centrée sur un nombre limité d'études de cas d'intérêt commun, a également été évoquée.

Au cours d'une réunion avec Leonard Good, Directeur général du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les discussions ont porté sur le Programme de petites subventions géré par le PNUD, ainsi que sur un projet de développement des activités du FEM concernant des sites mixtes et culturels du patrimoine mondial. Une brochure présentant tous les projets actuellement menés sur des sites du patrimoine mondial avec un financement du FEM doit être prochainement publiée.

Une réunion avec la National Geographic Society a permis de traiter de coopération sur des projets précis et de futures activités communes. Enfin, la Banque interaméricaine de développement et le Centre du patrimoine mondial se sont entretenus du Programme du Camino Inca et d'autres possibilités de coopération.

L'atelier de 2004 sur **La gestion et la conservation des sites du patrimoine naturel et culturel dans la région Asie-Pacifique** a été organisé avec le soutien du Centre du patrimoine mondial à Hiroshima, Japon, du 8 au 12 mars, dans le cadre d'une série de réunions centrées sur l'impact social des biens du patrimoine mondial. Son objectif était d'optimiser la Convention de 1972 par la politique générale et la planification au niveau national et l'échange d'informations sur les meilleures pratiques et les études de cas. Il s'adressait à des décideurs, des représentants de la société civile et d'organisations de tourisme, des chercheurs, des représentants de gouvernements et des gestionnaires de sites.

Le premier atelier de formation sur l'utilisation de **La technologie de l'information pour les sites du patrimoine mondial dans la région arabe** a été organisé au Caire, Egypte, du 17 février au 4 mars. Le cours de formation était financé par le fonds-en-dépôt flamand et organisé en coopération avec le Conseil suprême des Antiquités d'Egypte et le Centre de documentation du patrimoine naturel et culturel. Il comportait une présentation générale des dernières techniques d'enregistrement, de documentation et de gestion de l'information ainsi que des exercices pratiques à Saqqarah, sur le site du patrimoine mondial du plateau des Pyramides. Vingt-cinq représentants de pays arabes – Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Jordanie, Maroc, Mauritanie, Oman, Soudan, Tunisie et Yémen – ont participé. Les conférences et le travail sur le terrain ont été assurés par des experts du World Monuments Fund, du Getty Conservation Institute, d'English Heritage, de l'Université de Californie à Berkeley et du Centre international Raymond Lemaire pour la conservation (Université catholique de Louvain). Voir les activités détaillées sur <http://whc.unesco.org/acb/>

Des experts de l'UICN et de l'UNESCO ont effectué une mission de suivi dans la **Forêt de Belovezhskaya Pushcha/Bialowieza**, à l'instigation des autorités polonaises et biélorusses. Des réunions des partenaires concernés ont été organisées dans les deux Etats parties qui ont également profité de cette occasion pour tenir une réunion de haut niveau sur la coopération bilatérale avec à la clé la signature d'un document contenant des recommandations en vue d'améliorer la coopération sur ce site.

Des représentants d'Etats en développement des Caraïbes et des petites îles se sont réunis à l'occasion d'une **Conférence sur l'élaboration d'un plan d'action sur le patrimoine mondial des Caraïbes** du 23 au 27 février à Castries, Sainte-Lucie. Ils ont demandé au Comité du patrimoine mondial de noter leur souhait d'étudier en détail les implications des propositions d'inscription en série, transfrontalières, et transfrontalières en série, et d'approuver le Rapport périodique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Plan d'action et le Programme de renforcement des capacités qui lui sont associés. Ils ont aussi demandé aux gouvernements d'Etats parties des Caraïbes qu'ils fournissent les ressources et les structures financières, techniques et administratives nécessaires pour tirer tout le parti de la mise en œuvre de la Convention et améliorer la politique générale, la législation et les systèmes de gestion des ressources dans ces différents pays.

Le Centre du patrimoine mondial a organisé le 11 mars une réunion d'information sur la soumission de rapports périodiques à l'intention des **Etats parties européens et Nord-américains**. Objectif : donner une vue d'ensemble de l'exercice et de son importance en renforçant la coopération régionale, en organisant notamment des réunions sous-régionales. Cela a été l'occasion de présenter l'outil électronique d'établissement des rapports périodiques, qui facilite la collecte des données et permet de mieux comparer les rapports des différents Etats parties. Toutes les informations sur cet exercice, ainsi qu'un calendrier de réunions, se trouvent à <http://whc.unesco.org/reporting/europe>.

Les **organisations consultatives** – ICCROM, ICOMOS et UICN – se sont réunies du 28 au 30 janvier au Siège de l'UICN à Gland, Suisse, pour discuter de leur travail sur le patrimoine mondial et élaborer si possible une approche commune de traitement des questions avec le Centre et le Comité du patrimoine mondial. Les 29 et 30 janvier, des responsables du Centre ont participé à la réunion où ils ont été accueillis par le Directeur général de l'UICN, Achim Steiner.

Qui fait quoi ?

Le Directeur du Centre du patrimoine mondial, **Francesco Bandarin**, s'est rendu à Berlin (12-14 mars) au Salon international du tourisme (ITB) (voir page 2). Du 18-20 février il a visité Londres et Dublin, où il a rejoint la mission de suivi réactif (17-21 février) menée par **Fumiko Ohinata**, expert associé à l'Unité Europe et Amérique du Nord, dans l'Ensemble archéologique de la vallée de la Boyne pour évaluer l'impact d'un projet d'incinérateur d'ordures près du site. A Londres, il a rencontré **Michael Seeney**, Chef de la Division d'architecture et d'environnement historique du Département de la culture, des médias et des sports, pour discuter d'un accord bilatéral signé en 2003 entre l'UNESCO et le Royaume-Uni. **Fernando Brugman**, expert associé, et **Christine Delsol**, Assistante à l'Unité Europe et Amérique du Nord, sont allés à Trieste (3-7 mars) à l'atelier de formation sur l'exercice de soumission de rapports périodiques pour les points focaux d'Etats parties d'Europe du Sud-Est. **Guy Debonnet**, spécialiste du Programme pour le patrimoine naturel, ainsi qu'**Yvette Kaboza**, consultante pour l'Unité PACT, sont allés à Londres le 20 février discuter avec **Karen Hayes**, Directrice des Affaires générales de Fauna and Flora International, de l'engagement du secteur privé dans la protection de l'environnement et de la préservation du patrimoine mondial en République démocratique du Congo. La première réunion internationale de spécialistes en astronomie, astrophysique, archéoastronomie, archéologie et architecture a été organisée par le Centre

du patrimoine mondial avec l'appui du Bureau régional de l'UNESCO pour la science en Europe (ROSTE) et du gouvernement britannique à Venise, Italie, du 17 au 19 mars. Le texte du projet thématique « Astronomie et patrimoine mondial » a été finalisé au cours d'une session spéciale présidée par **Alexander Boksenberg**, de l'Institut d'Astronomie de l'Université de Cambridge, en présence de **Marcio Barbosa**, Directeur général adjoint de l'UNESCO, **Mounir Bouchenaki**, Sous-directeur général pour la Culture, **Howard Moore**, Directeur du ROSTE, **Anna Sidorenko-Dulom**, Coordonnatrice du Projet et **Christoforos Mallouris**, astrophysicien et conseiller scientifique. Le bilan de cette activité sera présenté à la 28^e session du Comité du patrimoine mondial. **Sarah Titchen**, Chef de l'Unité de politique générale et de mise en œuvre statutaire, a été transférée au Bureau de l'UNESCO à New York pour travailler sur le patrimoine mondial et autres aspects du Programme de la Culture de l'UNESCO. C'est **Anne Lemaistre**, qui la remplacera après avoir travaillé à la Division du patrimoine culturel à des projets opérationnels en Asie du Sud-Est et en Europe orientale, ainsi qu'au site d'Angkor, Cambodge.



Uxmal, site archéoastronomique du patrimoine mondial au Mexique

© A. Abbe/UNESCO



Anne Lemaistre

Un stagiaire marocain prend des mesures à Saqqarah lors de l'atelier sur les technologies de l'information tenu au Caire

7 au 9 mai

Conférence internationale de l'ICOMOS-Comité britannique de l'UICN sur « Les paysages de demain : travailler selon les principes de la Convention européenne du paysage », Université d'Oxford, Department of Continuing Education, avec le soutien de The Countryside Agency et d'English Heritage. Oxford, Royaume-Uni.

13 au 14 mai

Conférence internationale sur la conservation et la gestion des sites du patrimoine mondial dans la planification et le développement du tourisme écoculturel au Viet Nam, organisée par la Commission nationale vietnamienne, le Bureau de l'UNESCO au Viet Nam et la Fondation Hans Seidel. Informations : <http://www.unesco.org.vn>

22 au 29 mai

« 40^e anniversaire de la Charte de Venise : 1964-2004-2044 ? », organisé par ICOMOS-Hongrie. Informations : secretariat@icomos.hu

26 au 28 mai

Conférence régionale de l'OVPM pour la région du Nord-Ouest de l'Europe sur « La préservation du patrimoine mondial par la réhabilitation des monuments historiques ». Bamberg, Allemagne. Informations : <http://www.ovpm.org>

30 mai

Date limite de soumission des communications et affiches pour le Forum UNESCO-9^e séminaire international « Université et patrimoine ». Université de Buenos Aires, Argentine (11-15 octobre 2004) « Gestion du patrimoine – Centre et périphérie ». Informations : dri@fadu.uba.ar ou forunesco@fadu.uba.ar Site Web : <http://www.fadu.uba.ar>

28 juin au 3 juillet

Conservation de sites antiques sur la Route de la Soie. Seconde conférence internationale sur la conservation de sites comportant des grottes. Suzhou, Chine. Informations : <http://www.getty.edu/conservation>

28 juin au 7 juillet

28^e session du Comité du patrimoine mondial. Suzhou, Chine. Informations : <http://whc.unesco.org/suzhou>

Patrimoine Mondial

la lettre

Editeur : Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Fax : +33(0)1 45 68 55 70
<http://whc.unesco.org>
e-mail : wheditor@unesco.org

Rédaction : Barbara Giudice

Coordination : Vesna Vujicic-Lugassy
(e-mail : v.vujicic@unesco.org)

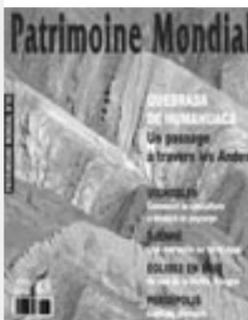
Assistance : Karalyn Schenk

Traduction anglais-français : Sabine de Valence

Conception graphique : Nadia Gibson / Grace Hodeir

Impression : UNESCO
ISSN : 1020-0614

Cette Lettre est disponible sur demande en deux versions :
Imprimée :
écrire au Centre du patrimoine mondial
Web :
<http://whc.unesco.org/news/index-fr.htm>



Le n°35 d'avril 2004 de la Revue du Patrimoine Mondial consacre son article de fond aux **Paysages de vignobles du patrimoine mondial dans plusieurs régions viticoles européennes**. Au sommaire également : **les Églises en bois du sud de la Petite Pologne, construites aux XVI^e et XVII^e siècles et aux intérieurs richement ornés** ; **Quebrada de Humahuaca en Argentine, premier paysage culturel d'Amérique latine inscrit au patrimoine mondial** ; **Persépolis et les vestiges monumentaux de l'ancienne capitale de l'Empire achéménide qui subsistent en République islamique d'Iran** ; et **les Villes anciennes de Djenné, construites en pisé au Mali**.

Tenez-vous au courant des questions concernant le patrimoine mondial et contribuez à le soutenir en vous abonnant à la Revue du Patrimoine Mondial de l'UNESCO (disponible en anglais, français et espagnol) :

Ediciones San Marcos
Alcántara 11, 28006 Madrid, Spain
tel: 34 91 431 43 19 - fax: 34 91 431 65 39
e-mail: suscripciones@ediciones-sanmarcos.com
<http://worldheritagereview.org>